CONSEIL DE PARIS

Conseil Général

Extrait du registre des délibérations

Séance des 17, 18 et 19 novembre 2014

2014 DDEEES 1123 G Accompagnement de la collectivité parisienne dans la gestion de son domaine de premier niveau générique (gTLD), le [.paris] – Marché de services – Modalités de passation.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général,

Vu le projet de délibération en date du 4 novembre 2014, par lequel Madame la Présidente du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil général soumet à son approbation les modalités de lancement de l'appel d'offres ouvert, en vue d'accompagner la collectivité parisienne dans la gestion de son domaine de premier niveau générique (gTLD), le [.paris], pour une durée d'un an reconductible trois fois un an ;

Vu le décret n°2006-975 portant Code des marchés publics du 1^{er} août 2006 ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Louis MISSIKA au nom de la 5^{ème} Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe et les modalités de l'appel d'offres ouvert relatif à l'accompagnement de la collectivité parisienne dans la gestion de son domaine de premier niveau générique (gTLD), le [.paris].

Article 2 : Sont approuvés l'acte d'engagement, le Cahier des Clauses Administratives Particulières, Cahier des Clauses Techniques Particulières et le Règlement de la Consultation dont les textes sont joints à la présente délibération, relatifs à l'accompagnement de la collectivité parisienne dans la gestion de son domaine de premier niveau générique (gTLD), le [.paris], pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an.

Article 3 : Conformément aux articles 35-I-1, 35-II-3, 65 et 66 du Code des marchés publics, dans le cas où le marché n'a fait l'objet d'aucune offre, ou si les offres sont irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens de l'article 53-I à III du Code des marchés et dans l'hypothèse où la commission d'appel d'offres déciderait qu'il soit procédé à un marché négocié, Madame la Présidente du Conseil général est autorisée à lancer la procédure par voie de marché négocié.

Article 4 : Les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de fonctionnement du Département de Paris, sur les comptes nature 611, chapitre 011, rubrique 020 au titre des exercices 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 sous réserve de décision de financement.